



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

# Mesures à sensibilité sociale

LOI DE FINANCES, GESTION 2024

---

DÉCEMBRE 2023

# Introduction



Les orientations budgétaires définies pour la gestion 2024 traduisent la ferme volonté du Gouvernement d'opérer une meilleure répartition des fruits de la croissance économique pour plus d'équité et de justice sociale.







Cette politique d'allocation qui prend appui sur le PAG 2021-2026 vise dans ce contexte de crises successives à accélérer la transformation structurelle de l'économie et s'attaquer concomitamment à la pauvreté économique et sociale. Plusieurs actions d'ordre économique et social servent de leviers dans maints secteurs pour l'amélioration du bien-être des populations. Ces secteurs concernent principalement :

**l'assainissement du cadre de vie, la protection sociale/les affaires sociales et la microfinance, l'éducation, l'eau, l'énergie, la santé, le numérique, la sécurité et la protection civile, l'emploi des jeunes, les sports, l'agriculture, etc.**

Au plan budgétaire, les ratios (**dépenses de personnel/PIB**), (**dépenses de transfert/PIB**) et (**dépenses d'investissement/PIB**) passeraient respectivement de 4,5%, 3,2% et 8,2% en 2023 à **4,6%**, **3,7%** et **7,5%** en 2024 traduisant ainsi la forte propension de l'Etat à privilégier les mesures à fort impact sur le social.



## assainissement du cadre de vie

*En effet, dans le domaine de l'assainissement du cadre de vie, les priorités pour 2024 concernent, entre autres :*

- 01.** le projet d'assainissement pluvial de Cotonou et des villes secondaires ;
- 02.** les travaux de la deuxième phase de développement des voiries des villes ;
- 03.** l'achèvement des travaux de construction des logements sociaux ;
- 04.** le renforcement de la politique d'indemnisation préalable et de relogement des personnes affectées par l'alignement des projets de développement, etc.



## affaires sociales

*Pour l'année 2024, en ce qui concerne les affaires sociales, le paquet des mesures sociales en cours dans les domaines de la protection sociale et de la santé sera reconduit.*

- 01.** Plus spécifiquement, le nouveau programme de filets sociaux dénommé « Gbessoke » aménage pour les populations vulnérables, une assistance en renforcement des revenus de subsistance et un accompagnement professionnel pour une sortie définitive de la situation de précarité.
- 02.** L'opérationnalisation de l'assurance maladie obligatoire devrait également être une réalité de même que le nouveau dispositif de gestion des épidémies et autres urgences et situations de crise sanitaire. Pour accompagner la mise en œuvre efficace de toutes ces mesures, il est prévu un vaste programme de constructions d'hôpitaux et de centres de santé sur toute l'étendue du territoire nationale de même que la réfection/construction des centres de promotion sociale.



## eau et énergie

*En matière d'accès à l'eau et à l'énergie, les actions projetées convergent vers l'allègement du coût et des tracasseries d'accès aux ressources en eau potable et en énergie électrique.*

- L'innovation pour 2024 consiste en l'introduction des branchements à prix réduits pour les services de la SONEB et de la SBEE, la digitalisation des services à la clientèle en milieu urbain, la montée en charge d'opérateurs de transport d'électricité et la mise en place d'un instrument de financement des énergies renouvelables (EnR).



## domaine agricole

*Dans le domaine agricole, le soutien de l'Etat aux producteurs est un axe important des interventions de l'Etat en 2024.*

- Les mesures d'atténuation de la flambée des prix des semences et intrants agricoles permettront de maintenir l'engagement des acteurs agricoles à améliorer les superficies emblavées et, par conséquent, de renforcer la productivité. Par ailleurs, l'Etat investira en 2024 dans la fourniture de conseils agricoles aux producteurs, en ligne avec la mise en œuvre des programmes nationaux de développement des filières basées sur la mécanisation agricole, etc.



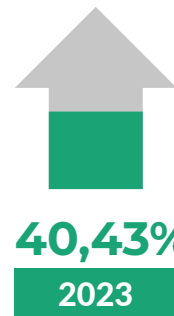
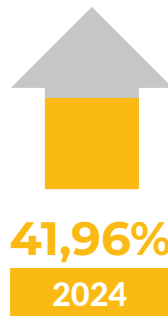
## secteur de l'éducation

*Dans le secteur de l'éducation, l'année 2024 sera marquée par le renforcement de la qualité des enseignements*

- 01.** à travers la revue des curricula et la résorption du gap de manuels scolaires et d'équipements pédagogiques,
- 02.** la couverture intégrale de la prise en charge des frais d'écolage des enfants à la maternelle et au primaire et des filles des séries scientifiques dans les lycées,
- 03.** et l'extension à d'autres communes de la mesure de gratuité des frais de scolarité des filles de l'enseignement secondaire général.
- 04.** Le programme national d'alimentation scolaire intégré se poursuivra à l'échelle nationale. Les ressorts de la durabilité de la politique des cantines scolaires seront par ailleurs fixés à travers une loi sur l'alimentation scolaire.



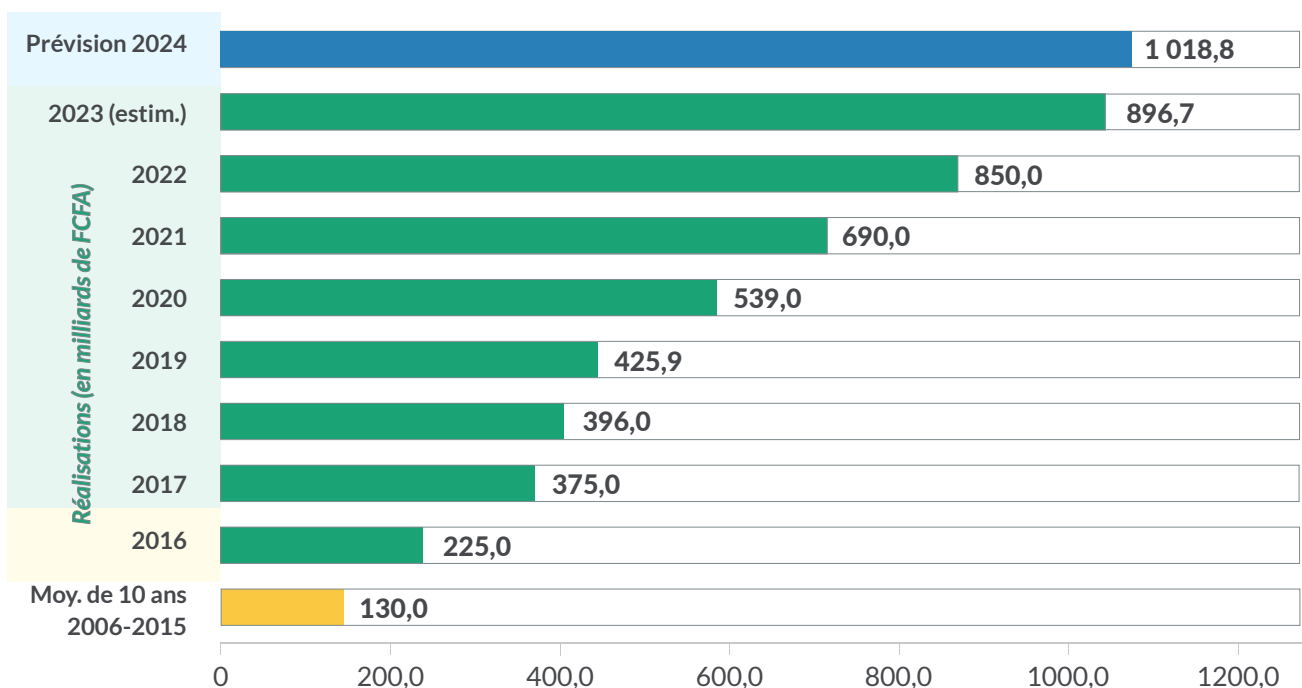
Globalement, pour l'année 2024, les dépenses à sensibilité sociale rapportées au budget général, s'établissent à



Ci-après la trajectoire des dépenses sociales prioritaires :

	Moy.de 10 ans 2006-2015	Réalizations							Estima-tion 2023	Prévision 2024
		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022		
Dépenses à sensibilité sociale	130,00	225,00	375,00	396,00	425,90	539,00	690,00	850,00	896,700	1 018,800
Budget Général (BG) (en milliards de FCFA)	600,00	1 026,60	1 569,40	1 264,30	1 299,10	1 381,0	1 665,3	1 911,90	2 217,950	2 428,200
Ratio (DSP/BG en %)	21,67	21,92	23,89	31,32	32,78	39,02	41,43	44,45	40,43	41,96

**Graphique 1:** Evolution des dépenses à sensibilité sociale entre 2016 et 2024





## Pour un renforcement des initiatives du Gouvernement dans le domaine de la promotion de l'emploi

Le dispositif gouvernemental de promotion de l'emploi développé en soutien à la mise en œuvre des politiques publiques a engendré des résultats probants qui militent en faveur de son renforcement. A ce titre, au cours de l'année budgétaire 2024, les mesures d'ordre général et les mesures créatrices d'emploi, notamment la mise en place d'un environnement favorable au développement des entreprises et à l'embauche continueront d'être financées et promues. De même, des actions spécifiques seront également déployées ou poursuivies à travers divers programmes, dont :

- ☆ le Programme Spécial de Pré Insertion dans l'Enseignement (PSPIE) ;

---

- ☆ le Programme Spécial d'Insertion dans l'Emploi (PSIE) qui poursuit l'insertion professionnelle de 2 000 jeunes diplômés dans les entreprises par an ;

---

- ☆ le Projet d'Inclusion des Jeunes (ProDIJ) pour impacter 46 500 bénéficiaires sur la période 2021-2025 ;

---

- ☆ le nouveau Programme de stages au profit des jeunes au Bénin qui permettra de prendre en compte, 69 500 jeunes (dont 11 000 en 2024) sur toute l'étendue du territoire national ;

---

- ☆ le Programme spécial d'insertion des jeunes médecins stagiaires et paramédicaux ;

---

- ☆ la poursuite des recrutements directs/indirects dans les secteurs stratégiques de la fonction publique.

**La cartographie d'intervention des programmes dédiés à la promotion de l'emploi au titre de l'année 2024 est consolidée dans le tableau ci-après :**

Programme	Indicateurs	Cibles 2023	Cibles 2024
<b>Programme d'Inclusion des Jeunes (ProDIJ) (Banque Mondiale)</b>	Nombre de bénéficiaires, candidats à l'emploi salarié, peu ou pas instruits	6 000	7 000
	Nombre de bénéficiaires, candidats à l'emploi	20 000 000	
	Indépendant, peu ou pas instruits	2 000	9 000 <sup>1</sup>
	Nombre de jeunes entrepreneurs à fort potentiel pour le développement de leurs affaires	0	1 000
	Nombre de jeunes formés en formation professionnelles débouchant sur le CQP	2 000	2 000
	Nombre de jeunes formés en formation professionnelles débouchant sur le CQM	1 000	-
	Nombre de maîtres artisans mis à niveau	500	500
	Nombre de jeunes filles, issues de ménages pauvres, bénéficiaires de transferts monétaires pour la mise en apprentissage dans les métiers porteurs	500	-
	Nombre de jeunes filles, issues de ménages pauvres, bénéficiaires de transferts monétaires pour la mise en apprentissage dans les métiers porteurs	500	-
	Nombre de bénéficiaires de formation technique de courte durée (FTCD)	1 500	6 500
	<b>TOTAL ProDIJ</b>		<b>13 500</b>
<b>Programme Spécial d'Insertion dans l'Emploi (PSIE)</b>	Nombre d'allocataires (candidats à l'emploi insérés)	2 000	2 000
	<b>TOTAL PSIE</b>	<b>2 000</b>	<b>2 000</b>
<b>Programme spécial de Pré-Insertion dans l'Enseignement (PSPIE)</b>	Nombre d'aspirant au métier d'enseignant de l'enseignement maternel/primaire	14 200	14 500
	Nombre d'aspirant au métier d'enseignant de l'enseignement secondaire	14 500	15 000
	Nombre d'aspirant au métier d'enseignant de l'enseignement technique	950	1 000
	Nombre d'aspirant au métier d'enseignant de l'enseignement agricole	350	500
	<b>TOTAL PSPIE</b>	<b>30 000</b>	<b>32 000<sup>2</sup></b>
<b>Nouveau Programme de stages au profit des jeunes au Bénin</b>	Nombre d'étudiants en année de licence professionnelle 3 (stages académiques)	0	7 000
	Nombre d'étudiants en année de licence professionnelle 2 (stages académiques)	0	0
	Nombre d'admis au CAP, BEAT, DEAT, et au BAC technique et professionnelle (DTI) (stages académiques)	0	0

<sup>1</sup> 9000 dont 5 000 en aviculture

<sup>2</sup> Il est possible que cette prévision ne se réalise pas car le gouvernement envisage de reverser les aspirants au métier d'enseignant. Dès que ce serait fait, il est évident que le besoin en AME ne sera plus aussi élevé



	Nombre de Titulaires du CAP, BAC technique et professionnel, BTS et Licence professionnel dans les métiers d'entreprises commerciales ou industrielles <b>(Stages de professionnels au profit des demandeurs d'emploi)</b>	0	1 500
	Nombre de Titulaires du CAP, BAC technique et professionnel, BTS et Licence prof. dans les métiers d'entreprises commerciales ou industrielles <b>(Formation de mise à niveau)</b>	0	1 000
	Nombre de Titulaires du BAC général, Licence et maîtrise dans les domaines socio-administratifs <b>(Formation de courte durée de reconversion)</b>	0	1 000
	Nombre de Titulaires du CAP, BAC technique et professionnel, BTS et Licence prof. dans les métiers d'entreprises commerciales ou industrielles <b>(Formation de courte durée avec mentorat et accompagnement vers travail indépendant au profit des demandeurs d'emploi)</b>	0	500
	<b>TOTAL NOUVEAU PROGRAMME</b>	<b>0</b>	<b>11 000</b>

Programme budgétaire	Libellé de l'activité	Coût budgétisé	Budget total du programme budgétaire	Part des actions à sensibilité sociale
<b>INSERTION DANS L'EMPLOI</b>				
<b>Programme : 050-Pilotage et soutien aux services du MPMEPE</b>		<b>39 000 000</b>	<b>1 741 027 000</b>	<b>2,24</b>
	Activité : 050003009-Promotion du genre dans les domaines d'intervention du ministère	39 000 000		
<b>Programme : 051-Emploi</b>		<b>2 047 000 000</b>	<b>2 147 000 000</b>	<b>95,34</b>
	Action : 051004-Renforcement de l'employabilité et de l'insertion professionnelle	2 047 000 000		
<b>Programme : 052-Artisanat</b>		<b>2 700 000 000</b>	<b>2 824 696 016</b>	<b>95,59</b>
	Action : 052001-Promotion de l'artisanat professionnel	1 200 000 000		
	Activité : 052002002-Fonds Développement de l'Artisanat	1 500 000 000		
<b>Programme : 053-Appui aux PME</b>		<b>388 000 000</b>	<b>3 195 566 000</b>	<b>12,14</b>
	Activité 053004004 : Mise en œuvre du projet de promotion du sel local xwlajê (ProSel)	388 000 000		
<b>TOTAL INSERTION DANS L'EMPLOI</b>		<b>5 174 000 000</b>	<b>9 908 289 016</b>	<b>52,22</b>



## L'amorce des phases B1 et B2 du projet de réhabilitation et d'aménagement des voiries des villes (Asphaltage)

Démarré au cours du premier quinquennat du Président Patrice TALON, le projet Asphaltage consiste en l'aménagement d'environ 660 kilomètres de voiries primaires, secondaires et tertiaires dans onze villes du Bénin que sont : **Cotonou, Porto-Novo, Abomey-Calavi, Bohicon, Lokossa, Abomey, Sèmè-Podji, Parakou, Natitingou, Kandi et Djougou**. Ce projet qui est identifié à la fois comme un facteur d'accélération de la croissance économique et du bien-être des populations, vise essentiellement à :

- ☆ améliorer les conditions de circulation dans les villes (fluidité de trafic et réduction du coût d'exploitation des véhicules) ;
- ☆ développer le transport urbain aussi bien en termes de mobilité des personnes que de logistique urbaine ;
- ☆ améliorer l'accès des ménages aux équipements sociocommunautaires ;
- ☆ réduire les niveaux de pollution et de nuisances dans ces principaux centres urbains et contribuer à la propreté des rues ;
- ☆ dynamiser les économies locales et accroître les ressources financières des villes bénéficiaires.



11 VILLES

660Km  
DE VOIRIES

Le projet, d'un coût global estimé à 950 milliards de FCFA est décomposé en trois (3) phases (A, B et C) pour raison de l'impossibilité de démarrer l'ensemble du projet aux risques de paralyser les activités économiques sur le territoire national. La phase B est décomposée en deux sous-phases B1 et B2. Les différentes composantes du projet sont :

 Coût global  
**950**  
Milliards  
de FCFA



- Composante voiries et assainissements ;
- Composante équipements de sécurité routière ;
- Composante aménagements d'espaces verts et plantations d'arbres d'alignements ;
- Composante éclairage public.





# PHASE A

Le point d'exécution des travaux de la phase A se présente comme suit :








# PHASE B-1

Les travaux préparatoires de la phase B-1 sont en cours. La phase B1 concerne deux villes à savoir Abomey-Calavi et Porto-Novo. La consistance des travaux de la phase B1 se présente comme suit :

 <b>02</b> VILLES	 DATE PRÉVISIONNELLE de démarrage des travaux <b>OCTOBRE 2023</b>	 <b>47,568Km</b> DE VOIRIES AMÉNAGÉES
PORTO-NOVO · ABOMEY-CALAVI		<b>6200</b> EMPLOIS DIRECTS prévisionnels 
<b>68</b> MILLIARDS DE FCFA 	 <b>71%</b> DE BÉTON BITUMINEUX	 <b>13000</b> LAMPADAIRES SOLAIRES de dernière génération munis d'un système de monitoring à distance avec une garantie constructeur de 10 ans.
<b>COHÉRENCE AVEC LA PHASE A</b> les rues sélectionnées forment un réseau structurant avec la phase A ce qui permettra d'assurer la continuité du trafic ; elles desservent aussi des infrastructures sociocommunautaires (écoles, centres de santé, service public, etc.).	 <b>29%</b> REVÊTUES EN PAVÉS sont prévues pour être aménagées et réparties en deux (2) lots de voiries et d'assainissements à savoir : <b>lot 10B1 (Abomey-Calavi), lot 15B (Porto-Novo).</b>	 <b>8000</b> ARBRES d'alignements plantés le long des rues aménagées.

# PHASE B-2

Les contrats sont en cours de préparation pour la phase B-2. Elle se présente comme suit :

 <b>05</b> VILLES	 DATE PRÉVISIONNELLE de démarrage des travaux <b>OCTOBRE 2023</b>	 <b>139,275Km</b> DE VOIRIES AMÉNAGÉES
COTONOU · ABOMEY-CALAVI · PARAKOU · KANDI · DJOUGOU		<b>12 000</b> EMPLOIS DIRECTS prévisionnels 
<b>309</b> MILLIARDS DE FCFA 	 <b>75%</b> DE BÉTON BITUMINEUX	 <b>13500</b> LAMPADAIRES SOLAIRES de dernière génération munis d'un système de monitoring à distance avec une garantie constructeur de 10 ans.
	 <b>25%</b> REVÊTUES EN PAVÉS sont prévues pour être aménagées et réparties en neuf (9) lots de voiries et d'assainissements à savoir: <b>lot 1B (Cotonou), lot 2B (Cotonou), lot 3B (Cotonou), lot 4B1 (Cotonou), lot 4B1bis (Cotonou), lot 10B2 (Abomey-Calavi), lot 7B (Parakou), lot 8B (Kandi) et lot 11B (Djouguou).</b>	
		 <b>25000</b> ARBRES d'alignements plantés le long des rues aménagées.

Programme budgétaire	Libellé de l'activité	Coût budgétisé	Budget total du programme budgétaire	Part des actions à sensibilité sociale
<b>CADRE DE VIE ET DES TRANSPORTS CHARGE DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>				
<b>Programme : 114-Pilotage et soutien aux services du MCVT</b>		<b>38 000 000</b>	<b>7 778 771 797</b>	<b>0,49</b>
	Activité : 114002005-Appui à la Cellule sectorielle du MCVT de lutte contre le paludisme, la tuberculose, les IST	38 000 000		
<b>Programme : 115-Environnement, Forêts et Climat</b>		<b>29 770 858 608</b>	<b>53 485 447 937</b>	<b>55,66</b>
	Activité : 115001002-Modernisation de la gestion des déchets solides ménagers	12 095 055 701		
	Activité : 115002001-Mise en œuvre de l'adaptation basée sur les écosystèmes	1 250 000 000		
	Activité : 115003001-Protection du littoral contre l'érosion côtière	1 838 707 538		
	Activité : 115003002-Investissement pour la résilience des Zones Côtières en Afrique de l'Ouest	11 887 095 369		
	Activité : 115003003-Réhabilitation du lac Ahémé et ses chenaux	2 500 000 000		
	Activité : 115003004-Aménagement et Réhabilitation du lac Nokoué et de la lagune de Porto-Novo	200 000 000		
<b>Programme : 115-Environnement, Forêts et Climat</b>		<b>15 000 000</b>	<b>51 485 447 937</b>	<b>0,03</b>
	Activité : 087004010-Promotion des énergies de substitution et gestion de la biomasse-énergie	15 000 000		
<b>Programme : 088-Villes et territoires durables</b>		<b>85 113 339 557</b>	<b>107 765 749 044</b>	<b>78,98</b>
	Activité : 088001004-Adaptation des villes aux changements climatiques	5 092 295 940		
	Activité : 088001008-Travaux de voirie et d'aménagement urbain	3 637 783 327		
	Activité : 088001012-Réhabilitation et d'aménagement des voiries des villes de Cotonou, Parakou, Porto-Novo, Bohicon, Abomey, Abomey-Calavi, Ouidah, Sèmé-Podji et Lokossa : Asphaltage	19 895 502 273		



Programme budgétaire	Libellé de l'activité	Coût budgétisé	Budget total du programme budgétaire	Part des actions à sensibilité sociale
	Activité : 088001013-Mise en œuvre du projet d'Assainissement Pluvial de Cotonou	47 695 646 775		
	Activité : 088001020-Aménagement de la voirie dans le centre-ville de Ouidah	100 000 000		
	Activité : 088001021-Modernisation de la gestion des boues de vidange et eaux usées dans les grandes villes du Bénin	315 000 000		
	Activité : 088001025-Aménagement foncier et paysager de la route des pêches	800 000 000		
	Activité : 088001027-Programme de Verdissement Du Grand Nokoué	100 000 000		
	Activité : 088001028-Amélioration de la mobilité urbaine dans le Grand Nokoué	300 000 000		
	Activité : 088001030-Assainissement pluvial par l'Etat des communes bénéficiaires du BRIC	2 175 554 006		
	Activité : 088002014-Dotation des communes bénéficiaires du BRIC pour la mise en place des investissements résilients au changement climatique	5 001 557 236		
<b>Programme : 089-Construction et Habitat</b>		<b>105 632 784 918</b>	<b>107 120 044 300</b>	<b>98,61</b>
	Activité : 089001002-Promotion de logements décents	27 850 341 465		
	Action : 089002-Infrastructures d'accueil des administrations publiques et des populations	52 661 258 149		
	Activité : 089003011-Création de complexe international	23 621 185 304		
	Activité : 089003014-Programme spécial de réhabilitation	1 500 000 000		
<b>Programme : 116-Infrastructures et Transports</b>		<b>23 761 547 974</b>	<b>134 524 431 994</b>	<b>17,66</b>

Programme budgétaire	Libellé de l'activité	Coût budgétisé	Budget total du programme budgétaire	Part des actions à sensibilité sociale
	Activité : 116001001-Réhabilitation et Renforcement de la RNIE 2 : Tronçon Béroubouay-Kandi-Malanville (177,20 Km)	3 863 696 797		
	Activité : 116001002-Aménagement et Bitumage de la RNIE 7 : Tronçon Banikoara-Kérérou-Fr Burkina-Faso (53,60 Km)	891 276 518		
	Activité : 116001006-Aménagement et Bitumage de la route Djougou-Pehunco Kérou-Banikoara	17 800 213 898		
	Activité : 116001011-Réhabilitation des routes Ouidah Allada et Pahou Tori	1 206 360 761		
<b>TOTAL CADRE DE VIE</b>		<b>244 316 531 057</b>	<b>410 674 445 071</b>	<b>59,49</b>



## La montée en puissance des filets sociaux : Projet “Assurance pour le Renforcement du Capital Humain” (ARCH) et autres programmes sociaux

En matière de protection sociale, le programme phare du Gouvernement est le Projet Assurance pour le Renforcement du Capital Humain (ARCH). Il constitue un paquet de quatre (4) services de protection sociale qui se renforcent mutuellement, à savoir

☆ l'assurance maladie

---

☆ la formation

---

☆ le micro-crédit

---

☆ l'assurance retraite

---

Ledit projet cible en priorité les couches les plus démunies des secteurs de l'agriculture, du commerce, du transport, de l'artisanat, de l'art et de la culture ainsi que les personnes démunies sans activité. « L'assurance maladie », qui constitue le volet principal du projet ARCH est rendu obligatoire par décision du conseil des ministres prise en sa séance du mercredi 21 juin 2023 après des années de tests pilotes et de généralisation à plusieurs communes et bénéficiaires. Les modalités de sa mise en œuvre consistent :



## Pour le secteur public

à travers les établissements publics et les collectivités territoriales à prendre en charge, partiellement ou totalement les frais de souscription à une assurance maladie pour une catégorie de personnes. Il s'agit des salariés du secteur public, leurs conjoints, enfants à charge et les salariés des établissements publics ou organismes publics non commerciaux, leurs conjoints et leurs enfants à charge.

Cette mesure s'étend aux étudiants béninois bénéficiaires d'une allocation de l'Etat, aux retraités du secteur public, aux retraités du secteur privé à faible revenu, leurs conjoints et leurs enfants et aux pauvres extrêmes et non extrêmes.

L'assurance maladie n'est souscrite par l'Etat pour ces cibles qu'en l'absence d'une couverture par une police prenant en charge le panier de soins tel que défini.



## Pour les employeurs du secteur privé et organismes publics commerciaux

ils souscrivent obligatoirement à une assurance maladie intégrant au minimum le paquet de soins de base pour leurs salariés, leurs conjoints et leurs enfants à charge.

En ce qui concerne les retraités du secteur privé, ils souscrivent à un contrat d'assurance maladie pour eux-mêmes, leurs conjoints et leurs enfants à charge. Ils ont la possibilité de se faire prélever la prime d'assurance à la Caisse nationale de Sécurité sociale.

S'agissant des acteurs des professions libérales et autres personnes exerçant pour leur propre compte, ils souscrivent une police d'assurance maladie pour eux-mêmes, leurs conjoints ainsi que pour leurs enfants à charge ».

**Les employeurs relevant aussi bien du secteur public que privé, assurent à hauteur de 80% au moins le paiement de la prime d'assurance pour le panier de soins de base.**

A compter de la date de publication du décret au Journal officiel, tout employeur, excepté l'Etat, est tenu de fournir à la Caisse nationale de Sécurité sociale, dans un délai de 12 mois, les polices d'assurance souscrites au profit de ses employés et d'engager le paiement des primes.



Programme budgétaire	Libellé de l'activité	Coût budgétisé	Budget total du programme budgétaire	Part des actions à sensibilité sociale
<b>AFFAIRES SOCIALES ET MICROFINANCE</b>				
<b>Programme : 032-Pilotage et soutien aux services du MASM</b>		<b>175 747 000</b>	<b>4 727 370 000</b>	<b>3,72</b>
	Activité : 032001008-Coordination du Programme Affaires Sociales de Lutte contre le VIH, la tuberculose, etc.	23 500 000		
	Activité : 032001009-Appui à la Promotion Sociale et Solidarité Nationale	137 247 000		
	Activité : 032006005-Gestion durable de l'environnement et Genre	15 000 000		
<b>Programme : 033-Promotion socio-économique des couches vulnérables</b>		<b>18 150 337 000</b>	<b>19 414 887 000</b>	<b>93,98</b>
	Activité : 033002001-Mise en œuvre du Programme de Modernisation des Espaces Publics de Protection Sociale et de Promotion du Genre	1 000 000 000		
	Activité : 033004002-Acueil et réinsertion familiale des enfants en situation difficile (C.A.T.E)	60 000 000		
	Activité: 033004003-Promotion sociale et protection des personnes en situation de handicap et personnes âgées (DPSIPHPA)	47 700 000		
	Activité : 033004004-Formation professionnelle des Personnes Handicapées (CFPPH)	85 000 000		
	Activité : 033004006-Intégration scolaire des personnes vivants avec le Handicap (CPSA)	95 000 000		
	Activité : 033004007-Assistance sociale aux couches vulnérables (CPS)	512 940 000		
	Activité: 033004008-Appui à la réadaptation à base communautaire (RBC)	20 000 000		
	Activité : 033004012-Promotion de la femme et du genre (DPFG)	35 000 000		
	Activité : 033004014-Protection de la famille, de l'enfant et de l'adolescent (DFEA, APPUI A LA LAE)	76 550 000		
	Activité : 033004016-Mise en œuvre des procédures d'adoption (ACAIB)	100 000 000		
	Activité : 033004017-Mise en œuvre du projet de renforcement des filets sociaux au Bénin	4 880 410 300		

Programme budgétaire	Libellé de l'activité	Coût budgétisé	Budget total du programme budgétaire	Part des actions à sensibilité sociale
	Activité : 033004018-Centre de Transit des Personnes en Situation de Mendicité de Kpomassè	110 000 000		
	Activité : 033007002-Appui à la Protection Sociale (ANPS)	400 000 000		
	Activité : 033007003-Assurance pour le Renforcement du Capital Humain	8 822 736 700		
	Activité : 011001009-Appui à la consommation du pétrole lampant	2 000 000 000		
<b>Programme : 034-Développement de l'industrie de la microfinance</b>		<b>768 720 000</b>	<b>3 313 916 000</b>	<b>23,20</b>
	Activité : 034001002-Inclusion financière et autonomisation de la femme (DIFAE)	35 000 000		
	Activité : 034002001-Transfert de ressources pour les activités de microcrédit	733 720 000		
<b>TOTAL AFFAIRES SOCIALES ET MICROFINANCE</b>		<b>19 189 804 000</b>	<b>27 456 173 000</b>	<b>69,89</b>





## Dans le secteur de l'éducation

En complément aux efforts du Gouvernement en matière de gratuité de la scolarité, il est mis également en place le **Projet d'Autonomisation des femmes et Dividende Démographique au Sahel (SWEDD)** dont l'objectif principal est le maintien des filles à l'école ainsi que la professionnalisation de leur parcours de formation, notamment au secondaire. La mise en œuvre de son volet « Maintien des filles à l'école » vise à accompagner le Gouvernement dans son ambition d'augmenter le taux de scolarisation et le taux de rétention des filles à l'école, plus précisément au niveau des enseignements secondaire, technique et de la formation professionnelle.

Le SWEDD ambitionne d'appuyer à terme, 30 000 filles de familles pauvres, de milieux déshérités, inscrites dans les établissements scolaires qui recevront des transferts monétaires conditionnels et d'appui en kits scolaires, 120 jeunes filles des mêmes conditions, scolarisées (filles en série C et D, en Sciences et Techniques Industrielles, Sciences et Techniques Agricoles) et 120 jeunes filles des mêmes conditions, sorties bachelières des établissements d'enseignement général et des lycées techniques et professionnels, désirant poursuivre à l'université, et n'ayant aucun appui pour réaliser ce rêve.

Les transferts monétaires conditionnels seront faits à

Dans le registre des mesures sociales, le Gouvernement a mis en place des mesures de gratuité dans les secteurs de l'éducation au profit des filles et garçons en âge de scolarisation en vue de soulager ces différentes couches vulnérables dans l'accès à l'éducation. Aussi, des subventions à la consommation alimentaire, qui constituent des transferts indirects aux ménages, ont-elles été introduites sous forme d'allègement des droits de douane en vue de répondre à l'impact de la hausse mondiale des prix alimentaires sur le pouvoir d'achat des consommateurs (PHPS, 2014-2024). A partir de la rentrée scolaire 2022-2023, le Gouvernement a rendu effectif la mesure d'exonération de la contribution scolaire des filles du second cycle de l'enseignement général à titre expérimental dans 20 communes. Cette mesure devrait s'étendre progressivement pour atteindre la totalité des cibles

30 000 adolescentes et filles scolarisées des 77 communes ciblées à raison de 450 FCFA/fille/jour et pendant 22 jours de cours/mois pour 9 mois/an, et tout ceci durant les 3 années du projet pour les filles du primaire (CM1 et CM2) et de 600 FCFA/fille/jour suivant la même périodicité pour les filles du secondaire (de la 6ème en Terminale). Des kits scolaires seront distribués en début d'année scolaire aux 30 000 filles bénéficiaires du programme de transferts monétaires pendant 3 années. Des bourses d'accompagnement aux études universitaires seront attribuées aux 10 meilleures filles par département (soit 120 filles), à raison 38 500 FCFA/mois/meilleure fille pendant 10 mois sur 3 ans, et ceci, dans tous les départements du pays. Des bourses d'accompagnement seront aussi attribuées aux 120 élèves filles inscrites dans les filières STI et STA de l'enseignement technique et la série C de l'enseignement secondaire général, à raison de 27 500 FCFA/mois/fille pendant 10 mois sur 3 années, dans tous les départements du pays.

Des sessions de formation des formateurs seront organisées sur l'éducation sexuelle intégrée dans les zones ciblées. Ces formations cibleront 420 enseignants (Français, SVT, EFS, Hygiène, Droit), 30 Formateurs, 90 encadreurs et superviseurs, 37 inspecteurs de zones, 180 conseillers pédagogiques, 60 animateurs d'établissements et 750 élèves.

## SWEDD



# 30 000

adolescentes et filles  
scolarisées



# 450 FCFA

/fille/jour et pendant 22 jours de  
cours/mois pour 9 mois/an



# 3ans

CM1 et CM2

# 600 FCFA

/fille/jour et pendant 22 jours de  
cours/mois pour 9 mois/an



# 3ans

6ème en Tle



Des kits scolaires seront distribués en  
début d'année scolaire pendant 3 années

# 120

Des bourses d'accompagnement aux  
études universitaires seront attribuées  
aux 10 meilleures filles par département  
(soit 120 filles), pendant 10 mois sur 3 ans

Des bourses d'accompagnement  
seront aussi attribuées aux élèves filles  
inscrites dans les filières STI et STA de  
l'enseignement technique et la série C de  
l'enseignement secondaire général

Des sessions de formation des formateurs

**420** enseignants (Français, SVT, EFS, Hygiène,  
Droit),

**30** Formateurs

**90** encadreurs et superviseurs

**37** inspecteurs de zones

**180** conseillers pédagogiques

**60** animateurs d'établissements

**750** élèves



Programme budgétaire	Libellé de l'activité	Coût budgétisé	Budget total du programme budgétaire	Part des actions à sensibilité sociale
<b>ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE</b>				
<b>Programme : 062-Pilotage et soutien aux services</b>		<b>43 388 000</b>	<b>140 773 160 250</b>	<b>0,03</b>
	Activité : 062004026-Suivi de l'alimentation scolaire	43 388 000		
<b>Programme : 063-Accès, Equité, Rétention</b>		<b>28 061 214 000</b>	<b>28 551 929 000</b>	<b>98,28</b>
	Activité : 063001021-Construction et réfection par le projet Japon 6 (Infrastructures scolaires et administrative)	4 100 000 000		
	Activité : 063001023-Transfert des ressources aux Communes pour la construction et l'équipement de salles de classe : FADEC-INVESTISSEMENT	3 784 000 000		
	Activité : 063002023-Evaluation et promotion des langues nationales	4 000 000		
	Activité : 063002024-Gestion des établissements privés et de la promotion de la préscolarisation	25 000 000		
	Activité : 063002025-Subventions aux écoles pour leur fonctionnement (Prise en charge des écolages dans les écoles primaires publiques)	6 305 550 000		
	Activité : 063002027-Lutte contre le sida en milieu scolaire au niveau du MEMP	34 000 000		
	Activité : 063003006-Transfert au PAM par le MEMP des ressources pour l'achat des vivres au profit des écoles à cantine	13 808 664 000		
<b>Programme : 064-Qualité des Enseignements</b>		<b>3 244 309 000</b>	<b>8 567 853 000</b>	<b>37,87</b>
	Activité : 064003018-Commande et distribution des manuels, des cahiers d'activités et matériels didactiques dans les EPP et les EM	3 167 309 000		
	Activité : 064003020-Introduction des langues nationales dans le système éducatif formel	77 000 000		
<b>TOTAL ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE</b>		<b>31 348 911 000</b>	<b>177 892 942 250</b>	<b>17,62</b>

Programme budgétaire	Libellé de l'activité	Coût budgétisé	Budget total du programme budgétaire	Part des actions à sensibilité sociale
<b>ENSEIGNEMENTS SECONDAIRE, TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>				
<b>Programme : 058-Pilotage et soutien aux services du Ministère</b>		<b>1 312 639 665</b>	<b>97 037 429 000</b>	<b>1,35</b>
	Activité : 058001007-Encadrement pédagogique des enseignants, des établissements et des centres d'alphabétisation et d'éducation non formelle	204 040 000		
	Activité : 058001025-Formation des cadres des corps d'encadrement et de contrôle du MESTFP	952 599 665		
	Activité : 058001033-Développement des programmes d'études et de formation et renforcement des capacités des formateurs au MESTFP	110 000 000		
	Activité : 058002026-Gestion environnementale et genre	28 000 000		
	Activité : 058005006-Promotion de l'alphabétisation et des langues nationales dans les départements	18 000 000		
<b>Programme : 059-Enseignement secondaire général</b>		<b>22 982 912 000</b>	<b>26 750 981 000</b>	<b>85,91</b>
	Activité : 059001025-Prestation des aspirants	15 514 309 000		
	Activité : 059002005-Construction des infrastructures scolaires sur le projet SENS	525 556 000		
	Activité : 059002035-Transfert à l'assise pour la réalisation des travaux de construction d'infrastructures scolaires et administratives et paiement des dettes relatives aux fournitures et autres équipements acquis au profit du PCREI-ESG et EX PCREIA	2 000 000 000		
	Activité : 059002038-Mise en œuvre de la mesure d'exonération des élèves filles de l'ESG des frais de scolarité	3 438 047 000		
	Activité : 059002036-Construire des infrastructures scolaires sur les fonds FADEC	305 000 000		
	Activité : 059003008-Formation des enseignants à l'école normale	1 200 000 000		



Programme budgétaire	Libellé de l'activité	Coût budgétisé	Budget total du programme budgétaire	Part des actions à sensibilité sociale
Programme : 060-Enseignement technique et formation professionnelle		70 313 829 000	74 772 564 000	94,11
	Activité : 060001025-PROMOTION DES TALENTS DANS L'ENSEIGNEMENT ET LA FORMATION TECHNIQUES ET PROFESSIONNELS	39 000 000		
	Activité : 060001028-MISE EN Œuvre DES ACTIVITES du CNCP-EFTP	60 000 000		
	Activité : 060002036-INCITATION A L'ENSEIGNEMENT ET LA FORMATION TECHNIQUES ET PROFESSIONNELS	1 159 816 000		
	Activité : 060002037-AAPUI A LA MISE EN Œuvre DE LA STRATEGIE NATIONALE DE L'EFTP (ADET)	8 858 376 000		
	Activité : 060002038-MISE EN Œuvre DES ACTIVITES DE DEFIPRO	2 646 956 000		
	Activité : 060002039-PROJET DE CONSTRUCTION DE VINGT ET UN LYCEES TECHNIQUES AGRICOLES ET RECONSTRUCTION DE NEUF ANCIENS	12 254 000 000		
	Activité : 060002040-PROJET DE CONSTRUCTION DE CINQ LYCEES SCIENTIFIQUES ET DU LYCEE DES JEUNES FILLES D'ABOMEYTECHNIQUES AGRICOLES ET RECONSTRUCTION DE NEUF ANCIENS	25 000 000 000		
	Activité : 060002041-APPUI A LA MISE EN Œuvre DES MESURES URGENTES DE VALORISATION DES MATIERES SCIENTIFIQUES	1 369 270 000		
	Activité : 060002042-PROJET DE CONSTRUCTION DE SEPT ECOLES DE METIERS DE REFERENCES	17 056 514 803		
	Activité : 060002043-PROJET DE CONSTRUCTION DE L'ECOLE DES METIERS DU TEXTILE ET DU VETEMENT	1 635 896 197		
	Activité : 060003001-MISE EN Œuvre DES ACTIVITES DE L'ECOLE DES METIERS DU NUMERIQUE (EMN)	120 000 000		
	Activité : 060003004-RENFORCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT ET LA FORMATION TECHNIQUES ET PROFESSIONNELS	114 000 000		

Programme budgétaire	Libellé de l'activité	Coût budgétisé	Budget total du programme budgétaire	Part des actions à sensibilité sociale
<b>Programme : 061-Alphabétisation et promotion des langues nationales</b>		<b>327 614 000</b>	<b>559 354 000</b>	<b>58,57</b>
	Activité : 061001019-Poursuite de la mise en place de la bibliothèque numérique	7 000 000		
	Activité : 061001024-Mise en œuvre de la campagne d'alphabétisation	185 074 000		
	Activité : 061002016-Mise en œuvre des activités du Fonds d'aide à l'alphabétisation et à l'éducation en langues nationales	135 540 000		
<b>TOTAL MESTFP</b>		<b>94 936 994 665</b>	<b>199 120 328 000</b>	<b>47,68</b>
<b>ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>				
<b>Programme : 054-Pilotage et soutien aux services du MESRS</b>		<b>25 500 000</b>	<b>5 337 317 159</b>	<b>0,48</b>
	Activité : 054004004-Relations avec les usagers	20 500 000		
	Activité : 054005002-Cellule genre et environnement	5 000 000		
<b>Programme : 055-Enseignement Supérieur</b>		<b>14 792 732 765</b>	<b>57 560 352 008</b>	<b>25,70</b>
	Activité : 055001002-Renforcement des capacités des enseignants	1 160 102 000		
	Activité : 055001005-Promotion de l'enseignement supérieur public et privé	90 000 000		
	Activité : 055002013-SEME CITY	7 010 099 626		
	Activité : 055003004-Projet de construction et d'équipement des nouveaux centres universitaires	568 060 139		
	Activité : 055003005-Programme spécial de couverture des besoins en infrastructures et équipements des UNB	3 000 000 000		
	Activité : 055003006-PROJET D'APPUI A L'UNA ET A L'UNSTIM	2 964 471 000		

Programme budgétaire	Libellé de l'activité	Coût budgétisé	Budget total du programme budgétaire	Part des actions à sensibilité sociale
Programme : 056-Recherche scientifique et innovation		675 000 000	1 120 630 162	60,23
	Activité : 056001002-Projets de recherche	220 000 000		
	Activité : 056002002-Valorisation des résultats de recherche et promotion de l'innovation	220 000 000		
	Activité : 056003003-Recherche scientifique et innovation sur les changements climatiques et l'environnement	235 000 000		
Programme : 057-Vie de l'étudiant		17 150 000 000	17 458 698 169	98,23
	Activité : 057001002-Bourses d'enseignement universitaire	2 075 000 000		
	Activité : 057001005-Projet de renforcement des infrastructures sociales	910 000 000		
	Activité : 057001006-Vie de l'étudiant COUS-Abomey-Calavi	125 000 000		
	Activité : 057001007-Vie de l'étudiant COUS-Parakou	40 000 000		
	Activité : 057002001-Promotion des activités culturelles et sportives	2 400 000 000		
	Activité : 057002002-Promotion du sport au MESRS	850 000 000		
<b>TOTAL MESRS</b>		<b>32 643 232 765</b>	<b>81 476 997 498</b>	<b>40,06</b>
<b>TOTAL EDUCATION</b>		<b>158 929 138 430</b>	<b>458 490 267 748</b>	<b>34,66</b>





## Dans les secteurs de l'énergie et de l'eau : pour l'autonomisation énergétique et l'électrification rurale au Bénin, et pour une disponibilité d'eau potable pour tous.

Malgré les efforts consentis dans le secteur de l'électricité, au plan national, le taux d'électrification (32,72%) et le taux d'accès à l'électricité (38,35%) restent encore éloignés du taux de couverture (47,20%) en 2022. Cela démontre l'envergure des challenges à relever pour atteindre les objectifs du Plan National de Développement (PND) à l'horizon 2025 qui prévoient un taux d'électrification d'au moins 51,3% avec un taux d'accès supérieur à 60% et une autonomie énergétique supérieure à 70%.

De même, l'amélioration du réseau électrique doit conduire à un taux de perte inférieur à 18% en 2024.

Le secteur de l'énergie connaît une amélioration progressive de ses performances depuis 2016. Ces améliorations témoignent de la volonté du gouvernement de rendre l'énergie disponible et accessible à tous afin de propulser les activités économiques à tous les niveaux. Cette ambition du gouvernement s'est traduite par la construction de la centrale thermique de 127 MW, la réhabilitation des centrales thermiques de la SBEE pour une capacité cumulée de 30 MW, la mise en service d'une centrale solaire photovoltaïque de 25 MW, la mise en œuvre de divers projets de densification, d'extension et de branchement des abonnés.

Il en est de même pour la promotion des énergies et technologies de cuisson pour lesquelles le PND envisage un taux de 52,97%.

Au regard de ce tableau, plusieurs chantiers sont annoncés en 2024 pour l'atteinte des différents objectifs. Il s'agit, entre autres de :

- ★ la poursuite de l'autonomisation énergétique du pays et de la sécurisation des approvisionnements ;
- ★ la promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique ;
- ★ la poursuite des efforts d'accès universel et sécurisé à l'électricité.



## Dans le domaine de l'eau



**1 870 000**

PERSONNES SUPPLÉMENTAIRES  
AURONT ACCÈS À L'EAU POTABLE

la mise en œuvre des projets structurants sur le quinquennat 2016-2021 a engendré des résultats significatifs tant en milieu urbain qu'en milieu rural, lesquels ont permis d'augmenter la capacité de production d'eau de 6 041 m<sup>3</sup>/h ; le linéaire de réseau d'eau de 1 524 km et la capacité de stockage de 11 450 m<sup>3</sup> avec plus de 1 870 000 personnes supplémentaires desservies en milieu urbain, faisant passer le taux de desserte de 53,1% en 2015 à 70,02% en 2021 (soit de 2 611 752 personnes en 2015 à 4 481 617 personnes en 2021).

Pour l'année 2024, les priorités de l'Etat dans le secteur de l'eau sont orientées vers les actions suivantes :

- ☆ la poursuite et l'achèvement des travaux de réalisation et de renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable en cours ;
- ☆ l'achèvement des travaux de réalisation des infrastructures hydrauliques dans les villes non encore couvertes et les villes faiblement desservies par la SONEB ;
- ☆ le développement de systèmes et des approches pour une utilisation responsable et durable des ressources en eau ;
- ☆ la réhabilitation et la densification des réseaux d'adduction d'eau potable dans les zones rurales ;
- ☆ la gestion professionnalisée du service public d'eau par les opérateurs régionaux ; de mise en place des infrastructures d'eau potable dans les écoles à cantine ;
- ☆ la densification des systèmes d'alimentation en eau potable dans les périphéries des villes à forte vitesse d'extension.



Spécifiquement, pour le milieu urbain, les résultats attendus sont :

N°	Titre du Projet	Résultats attendus	Impact social
1	Projet d'alimentation en eau potable des infrastructures touristiques Ouidah, Togbin et Avléléké	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Système d'AEP de Ouidah renforcé ;</li> <li>• Sites touristiques alimentés et besoins en eau des populations satisfaits.</li> </ul>	A terme, il y a desserte à 100% des populations urbaines et viabilisation des sites touristiques.
2	Mesures d'urgence pour le renforcement en eau potable de la zone de Akpakpa (Cotonou) et Agblangandan (Sèmè-Kpodji) à partir des champs de captage de Porto-Novo	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Besoins en eau des populations de Akpakpa satisfaits ;</li> <li>• Qualité du service d'eau de la SONEB améliorée.</li> </ul>	A terme, les populations des quartiers de Akpakpa bénéficient d'un service en continu et sont desservies à 100%.
3	Projet d'urgence d'alimentation en eau potable de la ville de Savalou, Bantè et Ouessè	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Continuité du service d'alimentation en eau des populations de Savalou et Bantè assurée ;</li> <li>• Besoins satisfaits et qualité du service améliorée ;</li> <li>• Système moderne d'AEP installé à Ouessè.</li> </ul>	A terme, les abonnés actuels au réseau bénéficient d'une amélioration de la desserte et les populations de l'arrondissement urbain de Ouessè peuvent se raccorder aux réseaux de la SONEB.
4	Projet de renforcement du système d'alimentation en eau potable des villes de Savè, Dassa-Zoumé, Glazoué et environs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Besoins en eau des populations des villes du projet satisfaits ;</li> <li>• Qualité du service améliorée et réseau de distribution étendu sur 147 km.</li> </ul>	A terme, les populations des villes du projet bénéficient d'un service de qualité en continu ; Environ 428.000 personnes sont convenablement desservies.
5	Projet de renforcement du système d'alimentation en eau potable de la ville de Parakou et environs, Phase 2 (PRSAEP Parakou Phase 2)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 383 km de conduites en PEHD/PVC de diamètres variant entre 75 et 160 mm sont posés.</li> </ul>	A terme, 100% des populations urbaines de Parakou sont desservies.
6	Projet de renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable des villes de Banikoara, Bembèrèkè, Nikki et leurs environs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Besoins en eau des populations des villes du projet satisfaits ;</li> <li>• Qualité du service améliorée et réseau de distribution étendus sur 115 km.</li> </ul>	A terme, les populations des villes du projet bénéficient d'un service de qualité en continu et sont desservies à 100% ; Environ 344 000 personnes sont convenablement desservies.
7	Projet de renforcement du système d'alimentation en eau potable de la ville d'Abomey- Calavi phase III	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 396 km de conduites en PVC/ PEHD de diamètres variant entre 75 et 710 mm posés ;</li> <li>• Un château d'eau de 1000 m3 construit à Togba.</li> </ul>	A terme, 100% des populations urbaines de Togba et de Ouèdo dans la commune d'Abomey- Calavi sont desservies.
8	Projet de renforcement du système d'alimentation en eau des villes de Porto-Novo, Sèmè-Kpodji, Aguégoués et environs, phase III	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 4 nouveaux forages d'exploitation exécutés, équipés et raccordés à l'usine de Ouando ;</li> <li>• Château d'eau existant réhabilité et 2 châteaux d'eau de 1500 m3 et 2000 m3 construits ;</li> <li>• 125 km de conduites en PVC, PN 10 de diamètre variant entre 75 et 630 mm posés</li> </ul>	A terme, les populations des villes du projet bénéficient d'un service de qualité en continu et sont desservies à 100%.

Programme budgétaire	Libellé de l'activité	Coût budgétisé	Budget total du programme budgétaire	Part des actions à sensibilité sociale
<b>EAU</b>				
<b>Programme : 076-Pilotage et soutien aux services du MEEM</b>		<b>36 455 764</b>	<b>5 925 395 021</b>	<b>0,61</b>
	Activité : 113002006-Genre et Environnement	36 455 764		
<b>Programme : 077-Eau</b>		<b>94 084 053 108</b>	<b>94 202 539 820</b>	<b>99,87</b>
	Activité : 077001002-Développement des infrastructures socio-économiques et de sécurité alimentaire (PDISSA)	2 264 000 000		
	Activité : 077001004-Développement intégré et adaptation au changement climatique dans le Bassin du Niger (PIDACC-Bénin)	1 500 000 000		
	Activité : 077001007-Développement des Infrastructures Hydrauliques Multifonctions et gestion Durable des Ressources en Eau (PDIHM-GDRE) Phase 2	1 230 700 000		
	Activité : 077002001-Réduction des pertes d'eau et d'amélioration de la viabilité des systèmes d'alimentation en eau potable de Cotonou, Porto-Novo et leurs agglomérations	30 000 000		
	Activité : 077002002-Renforcement du système d'AEP de la ville de Cotonou et ses agglomérations - phase 3	1 185 808 000		
	Activité : 077002007-Renforcement du système d'AEP des villes de Savè, Dassa-Zoumè, Glazoué et environs	1 299 999 592		
	Activité : 077002008-Renforcement du système d'AEP des villes de Boukoumbé, Covè et Zangnanando	723 435 886		
	Activité : 077002010-Renforcement du système d'AEP des villes d'Abomey, Bohicon, Djidja, Agbanyizoun, Zakpota, Zogbodomey (Remboursement BGFI)	6 001 397 175		
	Activité : 077002011-Renforcement du système d'AEP des villes d'Abomey Calavi et environs Phase 1 (Remboursement ECOBANK)	5 110 292 998		
	Activité : 077002012-Renforcement du Système d'Alimentation en Eau Potable de la ville d'Abomey-Calavi et ses environs, Phase II (Périurbain II)	1 242 814 213		
	Activité : 077002013-Alimentation en Eau Potable des zones périurbaines des villes de Cotonou, Sèmè-Kpodji, Calavi et Porto-Novo (Grand Cotonou), Périurbain III	1 142 814 213		

Programme budgétaire	Libellé de l'activité	Coût budgétisé	Budget total du programme budgétaire	Part des actions à sensibilité sociale
	Activité : 077002030-Renforcement du système d'alimentation en eau potable de la ville de Parakou et environs, Phase 2 (PRSAEP Parakou phase 2)	1 672 400 000		
	Activité : 077002031-Renforcement du système d'alimentation en eau potable dans les départements du Couffo et du Plateau	1 208 033 998		
	Activité : 077002034-Alimentation en eau potable des villes de Savalou, Bassila, Bantè, Ouèssè et environs à partir des eaux de surface (PAEPVILLES SBBO)	4 500 000 000		
	Activité : 077002035-Renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable des villes de Banikoara, Bembèrèkè, Nikki et leurs environs (PRSSAEP VILLES BBN)	4 035 316 762		
	Activité : 077002036-Projet d'alimentation en eau potable des infrastructures touristiques de la ville de Ouidah	4 300 141 802		
	Activité : 077002037-Renforcement systèmes d'AEP des villes de Lokossa, Athiémé et environs (Villes Mono-Couffo)	3 000 000 000		
	Activité : 077002042-Travaux supplémentaires de densification et de renforcement du réseau de distribution d'eau potable des villes d'Abomey Bohicon Agbangnizoun Djidja Zâ-Kpota et Zogbodomey (Remboursement SGB) Phase 2	3 385 123 913		
	Activité : 077002045-Alimentation en eau potable des villes de Karimama, Cobly, Gogounou, Natitingou, Toucountouna et Copargo	200 000 000		
	Activité : 077002046-Mesures d'urgence pour le renforcement en eau potable de la zone de Akpakpa (Cotonou) et Agblangandan (Sèmè-Kpodji) à partir des champs de captage de Porto-Novo	798 000 000		
	Activité : 077002048-Renforcement du système d'alimentation en eau des villes de Porto-Novo, Sèmè-Kpodji, Aguégoués et environs, phase III	200 000 000		
	Activité : 077003003-Programme AQUA-VIE	20 611 463 271		
	Activité : 077003007-Construction et réhabilitation de 44 AEV - Tranche 3 du programme d'urgence du Plan Directeur d'Approvisionnement en Eau Potable	2 357 299 990		
	Activité : 077003010-Construction de 95 Systèmes d'Approvisionnement en Eau Potable multi-Village (PASAEP 95)	14 611 233 064		

Programme budgétaire	Libellé de l'activité	Coût budgétisé	Budget total du programme budgétaire	Part des actions à sensibilité sociale
	Activité : 077003015-Réhabilitation des adductions d'eau villageoises existantes, renforcement et densification des réseaux de distribution	5 000 000 000		
	Activité: 077003017-Projet "Equité" de renforcement des systèmes existants et de construction de 77 nouveaux systèmes dans les zones critiques (PRSECNSZC 77)	4 800 000 000		
	Activité : 077003018-Projet de réalisation de 7 SAEPmV dans le département de l'Atacora et de la Donga en république du Bénin	673 778 231		
	Activité : 077003019-Projet d'approvisionnement en eau potable en milieu rural et assainissement des eaux usées urbaines (PEPRAU)	1 000 000 000		
<b>Programme : 098-ENERGIE</b>		<b>66 059 670 035</b>	<b>76 550 573 477</b>	<b>86,30</b>
	Activité : 098001006-Restructuration et Extension du Système de Répartition et de Distribution de la Société Béninoise d'Energie Electrique	2 438 302 523		
	Activité : 098001009-Projet d'Accès Durable et Sécurisé du Bénin à l'énergie électrique	9 508 467 363		
	Activité : 098001016-Construction d'une Centrale Thermique à Turbine à Gaz de 140 MW en Cycle Combiné sur le site de la ZES à Glo-Djigbé	2 646 181 983		
	Activité : 098002004-Programme d'Actions pour l'Electrification des Localités Rurales au Bénin (PAELRB) : Electrification de 200 localités par raccordement au réseau conventionnel de la SBEE	5 154 659 500		
	Activité : 098002006-Projet d'Electrification Rurale (PERU)	9 111 002 773		
	Activité : 098002007-Projet d'Extension et de Densification Electrique des Réseaux (PEDER)	5 791 576 148		
	Activité: 098002020-Projet d'Augmentation de l'Accès à l'Electricité (P2AE)	6 095 503 426		
	Activité : 098002021-Modernisation du Système d'Information de la SBEE DEFISSOL Volet SI	1 727 241 233		
	Activité : 098002023-Projet d'alimentation en énergie des sites d'usines de production des pierres ornementales	500 000 000		

Programme budgétaire	Libellé de l'activité	Coût budgétisé	Budget total du programme budgétaire	Part des actions à sensibilité sociale
	Activité : 098002027-Fourniture et installation de lampadaires solaires photovoltaïques pour l'éclairage public de voiries	419 784 425		
	Activité : 098002028-Projet de Modernisation et d'Extension des Réseaux de la SBEE dans les grands centres urbains (ProMER)	1 500 000 000		
	Activité : 098003001-Projet d'efficacité Energétique et de Gestion Durable de la Biomasse Energie (P2EGeDBE)	1 210 000 000		
	Activité : 098003012-Électrification par système solaire photovoltaïque de 750 infrastructures sociocommunautaires	2 293 945 117		
	Activité : 098003017-Extension de la Centrale Solaire DEFISSOL (FORSUN Volet Solaire)	4 853 005 544		
	Activité : 098003020-Construction d'une Centrale Solaire PV 25MW AU BENIN	110 000 000		
	Activité : 098003022-Construction du barrage hydro multifonctions de DOGO BIS	700 000 000		
	Activité : 011001018-Subvention aux hydrocarbures	12 000 000 000		
	<b>TOTAL EAU ET ENERGIE</b>	<b>160 180 178 907</b>	<b>176 712 508 318</b>	<b>90,64</b>









## Dans le secteur de la santé :

En matière d'offres et d'accès aux soins de santé et de prévention et Sécurité sanitaire, le Gouvernement entend poursuivre le renforcement des mesures de gratuité en cours dans le secteur, notamment pour les enfants de 0 à 5 ans (paludisme et vaccination) et pour les femmes enceintes (paludisme, vaccination et césarienne) en vue de relever davantage le niveau des indicateurs clés d'accès aux services essentiels tels que le *taux de fréquentation des services de santé par la population générale* ; le *taux de fréquentation des services de santé chez les enfants de moins de 5 ans* et le *taux d'accouchement assisté par personnel qualifié*.

A cet effet, l'Etat poursuivra les réformes déterminantes dont

- ★ l'assainissement du secteur sanitaire privé (mise en œuvre de la politique de lutte contre les structures sanitaires privées illégales) ;

---

- ★ la modernisation progressive des infrastructures sanitaires et des équipements médico techniques

---

- ★ la fixation de nouvelles modalités d'indemnisation des agents aux fins de garantir et d'accroître d'une part, la disponibilité des formations sanitaires publiques à offrir des services et soins de santé à la population et d'autre part, la confiance de la population aux formations sanitaires publiques.

Au plan budgétaire, d'importants moyens financiers sont alloués à des projets spécifiques et adaptés dans le secteur tel qu'il est retracé dans le tableau ci-après.



Programme budgétaire	Libellé de l'activité	Coût budgétisé	Budget total du programme budgétaire	Part des actions à sensibilité sociale
<b>SANTE</b>				
<b>Programme : 045-Pilotage et Soutien aux services du MS</b>		<b>6 672 793 275</b>	<b>69 742 526 027</b>	<b>9,57</b>
	Activité : 045001008-Appui au fonctionnement du Comité National de lutte contre le VIH/Sida, la Tuberculose, la Paludisme, les Hépatites, les Infections Sexuellement Transmissibles et les Epidémies	1 800 000 000		
	Activité : 045001010-Appui à la riposte contre la COVID-19	4 819 884 275		
	Activité : 045002010-Prise en compte du genre et des questions environnementales dans le secteur de la santé	52 909 000		
<b>Programme : 046-Prévention et Sécurité sanitaire</b>		<b>21 317 014 000</b>	<b>23 118 254 358</b>	<b>92,21</b>
	Activité : 046003002-Prévention et lutte contre le Paludisme	3 985 000 000		
	Activité : 046003003-Prise en charge de la Tuberculose	550 000 000		
	Activité : 046003004-Prévention et Lutte contre la Lèpre et l'Ulcère de Buruli	285 000 000		
	Activité : 046003009-Prévention, Lutte contre les maladies transmissibles et maladies tropicales négligées	150 000 000		
	Activité : 046003010-Prévention et lutte contre les Maladies Non Transmissibles	150 000 000		
	Activité : 046003011-Prévention et lutte contre les hépatites	150 000 000		
	Activité : 046003012-Promotion des soins palliatifs	250 000 000		
	Activité : 046003013-Prévention et prise en charge des IST et du VIH SIDA	2 430 000 000		
	Activité : 046003019-Prise en charge de la tuberculose_Centre National Universitaire Pneumo-Phtisiologie de Cotonou	170 000 000		
	Activité : 046003020-Prise en charge de la tuberculose_Centre National Universitaire Pneumo-Phtisiologie d'Akron	57 000 000		
	Activité : 046003021-Prévention et lutte contre la lèpre et l'Ulcère de Buruli -CDTUB ALLADA	90 250 000		
	Activité : 046004002-Hygiène, assainissement de base et santé communautaire	66 500 000		

Programme budgétaire	Libellé de l'activité	Coût budgétisé	Budget total du programme budgétaire	Part des actions à sensibilité sociale
	Activité : 046004003-Gestion des épidémies et surveillance sanitaire	1 071 014 000		
	Activité : 046004004-Santé de la mère et de l'enfant et soins infirmiers et obstétricaux	680 000 000		
	Activité:046004005-Appui aux activités de santé de la reproduction	675 000 000		
	Activité : 046004006-Vaccination et logistique vaccinale	5 300 000 000		
	Activité : 046004008-Gestion de la santé scolaire et universitaire	28 500 000		
	Activité : 046004009-Promotion de l'hygiène et l'assainissement	75 000 000		
	Activité : 046004010-FADeC-Santé communautaire	4 500 000 000		
	Activité : 046004011-Promotion de la pharmacopée et de la médecine traditionnelle	150 000 000		
	Activité : 046004012-Appui à la prise en charge médicale des victimes de violences basées sur le genre	213 750 000		
	Activité : 046004013-Appui au financement du SAMU	290 000 000		
<b>Programme : 047-Offre et accès aux soins de santé</b>		<b>50 126 449 103</b>	<b>51 849 463 615</b>	<b>96,68</b>
	Activité : 047001003-Suivi des établissements privés de soins	9 270 000		
	Activité : 047001012-Construction et équipement d'un Centre Hospitalier Universitaire et d'une unité de radiothérapie	4 567 543 788		
	Activité : 047001018-Appui au financement du Centre Hospitalier Universitaire Mère et Enfant Lagune	857 921 621		
	Activité : 047001019-Appui au financement du Centre National Hospitalier et Universitaire HKM de Cotonou	2 715 638 871		
	Activité : 047001022-Projet de construction/réhabilitation de 5 CHU, de 4 CHD et de 14 HZ	5 673 179 965		
	Activité:047001023-Projet de construction d'un CHU général, d'un CHU mère enfant et d'une maison de santé	6 000 000 000		

Programme budgétaire	Libellé de l'activité	Coût budgétisé	Budget total du programme budgétaire	Part des actions à sensibilité sociale
	Activité : 047002007-Amélioration de l'accessibilité sanitaire dans la Commune de Tchaourou	1 344 045 901		
	Activité : 047002009-Construction et équipement de l'Hôpital de Zone de Savè-Ouessè	535 204 906		
	Activité : 047002010-Appui à la mise en place des infrastructures sanitaires dans les Communes (FADEC-Investissement)	1 300 000 000		
	Activité : 047002011-Appui au fonctionnement des zones sanitaires (Subventions aux zones sanitaires et FADEC-Entretiens et Réparations des Infrastructures)	600 000 000		
	Activité : 047002012-Projet de Construction et d'Equipe ment des Centres de Santé de niveau périphérique	5 139 900 000		
	Activité : 047003002-Protection sanitaire	4 412 852 285		
	Activité : 047003004-Assistance aux hémodialysés	2 200 000 000		
	Activité : 047003005-Missions médico-chirurgicales	68 400 000		
	Activité : 047003006-Développement des pôles d'excellence	528 000 000		
	Activité : 047003007-Assistance aux personnes souffrant de troubles psychiques	114 000 000		
	Activité : 047004003-Amélioration de la disponibilité des produits sanguins labiles (Transfusion sanguine)	3 377 317 155		
	Activité : 047004006-Renforcement de la gestion pharmaceutique et des médicaments	1 461 871 997		
	Activité : 047004007-Assurance qualité des produits de santé et de l'eau	919 302 614		
	Activité : 011001005-Lutte contre la COVID-19	8 427 000 000		
<b>TOTAL M. Santé</b>		<b>78 116 256 378</b>	<b>144 710 244 000</b>	<b>53,98</b>



## Dans le domaine des sports et de la jeunesse

Programme budgétaire	Libellé de l'activité	Coût budgétisé	Budget total du programme budgétaire	Part des actions à sensibilité sociale
<b>SPORTS</b>				
Programme : 091-Sport		36 856 243 000	37 670 152 970	97,84
	Activité : 091001001-Développement de la pratique sportive à la base	22 424 831 000		
	Activité : 091001008-Construction d'une académie de football de jeunes filles	600 000 000		
	Activité : 091002001-Promotion et de développement des activités sportives	9 358 547 000		
	Activité : 091002002-Sport scolaire et universitaire	785 055 000		
	Activité : 091003001-Sport pour tous	1 040 530 000		
	Activité : 091003002-sport d'élite	2 647 280 000		

Programme budgétaire	Libellé de l'activité	Coût budgétisé	Budget total du programme budgétaire	Part des actions à sensibilité sociale
Programme : 092-Jeunesse et loisirs		257 945 000	801 767 196	32,17
	Activité : 092001001-Appui aux associations, mouvement et institutions de Jeunesse	27 000 000		
	Activité : 092001002-Organisation des activités de promotion de la jeunesse	180 945 000		
	Activité : 092002002-Appui et promotion des initiatives de loisirs	50 000 000		
<b>TOTAL SPORTS</b>		<b>37 114 188 000</b>	<b>38 471 920 166</b>	<b>96,47</b>



## Dans le domaine des droits des travailleurs

Programme budgétaire	Libellé de l'activité	Coût budgétisé	Budget total du programme budgétaire	Part des actions à sensibilité sociale
<b>DROITS DES TRAVAILLEURS</b>				
Programme : 042-Pilotage et soutien aux services du MTFP		55 500 000	5 047 733 466	1,10
	Activité : 042002005-Genre et environnement	24 000 000		
	Activité : 042004005-Amélioration de la qualité de service aux usagers	31 500 000		



Programme budgétaire	Libellé de l'activité	Coût budgétisé	Budget total du programme budgétaire	Part des actions à sensibilité sociale
<b>Programme : 043-Promotion du Travail et de la Sécurité Sociale</b>		<b>229 369 000</b>	<b>724 986 602</b>	<b>31,64</b>
	Activité : 043001018-Renforcement des contrôles sur le travail des enfants	73 000 000		
	Activité : 043002003-Renforcement des relations professionnelles dans les entreprises	18 000 000		
	Activité : 043002011-Promotion du Dialogue Social	81 769 000		
	Activité : 043002015-Renforcement des capacités d'intervention de l'inspection du travail dans les entreprises	30 400 000		
	Activité : 043003001-Promotion de la sécurité et de la santé au travail	79 700 000		
	Activité : 043003002-Promotion de la sécurité sociale	19 500 000		
<b>Programme : 044-Modernisation de l'administration publique</b>		<b>362 000 000</b>	<b>1 910 016 619</b>	<b>18,95</b>
	Activité : 044001010-Amélioration de la gestion des carrières et consolidation de la remise automatique des livrets de pension y compris aux travailleurs du secteur privé	50 000 000		
	Activité : 044003006-Mise en œuvre du Projet d'Appui à la Réforme et à la Modernisation de l'Administration Publique	192 000 000		
	Activité : 044003011-Réorganisation de l'Administration publique et amélioration des rémunérations des travailleurs des secteurs public et privé	60 000 000		
	Activité : 044003013-Poursuite de la dématérialisation des services publics	60 000 000		
<b>Programme : 031-Assurance retraite des agents de l'Etat</b>		<b>99 900 000 000</b>	<b>109 900 000 000</b>	<b>99,01</b>
	Action : 031002-Pensions de retraite et d'invalidité	96 800 000 000		
	Action : 031003-Couverture sanitaire des pensionnés	2 500 000 000		
	Activité : 011002003-Capital - décès et avances sur pension	600 000 000		
<b>TOTAL DROITS DES TRAVAILLEURS</b>		<b>100 546 869 000</b>	<b>108 582 736 687</b>	<b>92,60</b>



## Dans le domaine du numérique et de la digitalisation

Programme budgétaire	Libellé de l'activité	Coût budgétisé	Budget total du programme budgétaire	Part des actions à sensibilité sociale
<b>NUMERIQUE ET DIGITALISATION</b>				
<b>Programme : 100-Pilotage et soutien aux services du MND</b>		<b>750 000</b>	<b>2 490 649 949</b>	<b>0,03</b>
	Activité : 100001007-Programme National de Lutte contre le Sida (PNLS)	750 000		
<b>Programme : 109-Médias</b>		<b>10 018 685 000</b>	<b>9 159 477 348</b>	<b>109,38</b>
	Activité : 109001001-Projet Accès des Citoyens aux Médias de Qualité	500 000 000		
	Action : 109003-Modernisation des médias de services publics	6 272 121 000		
	Activité : 109003003-Subvention pour charges salariales ORTB	3 246 564 000		
<b>Programme : 111-Numérique</b>		<b>6 292 351 616</b>	<b>12 701 421 802</b>	<b>49,54</b>
	Activité : 111002001-SMART-GOUV (Phase 2)	3 903 780 187		
	Action : 111003-Transformation numérique des collectivités locales	2 388 571 429		
<b>TOTAL NUMERIQUE ET DIGITALISATION</b>		<b>16 311 789 616</b>	<b>24 356 549 000</b>	<b>66,97</b>



## Dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche

Programme budgétaire	Libellé de l'activité	Coût budgétisé	Budget total du programme budgétaire	Part des actions à sensibilité sociale
<b>AGRICULTURE, ELEVAGE ET PECHE</b>				
Programme : 035-Pilotage et soutien aux services du MAEP		42 680 001	9 856 003 075	0,43
	Activité : 035002005-Prise en compte du genre	27 300 000		
	Activité : 035002007-Renforcement des capacités d'action des femmes rurales	15 380 001		
Programme : 036-Agriculture		107 671 155 847	139 334 108 517	77,28
	Activité : 036001001-Appui à l'accessibilité aux intrants de qualité et adaptés aux zones agroécologiques pour les filières végétales prioritaires	13 824 000		
	Activité : 036001004-Mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Gestion Durable des Terres et de l'Agriculture Intelligente face au Changement climatique	2 207 800		
	Activité : 036001007-Renforcement des Filets sociaux de sécurité	4 701 760		

Programme budgétaire	Libellé de l'activité	Coût budgétisé	Budget total du programme budgétaire	Part des actions à sensibilité sociale
	Activité : 036001012-Projet d'Appui au Développement du Maraîchage (PADMAR)	5 304 128 850		
	Activité : 036001014-Mise en œuvre des Programmes Nationaux de Développement des Filières à Hautes Valeurs Ajoutées (Ananas, Anacarde, Produits Maraîchers) PNDP-HVA	1 324 245 922		
	Activité : 036001015-Mise en œuvre des Programmes Nationaux de Développement des Filières Conventionnelles (Riz, Maïs, Manioc) PNDPFC	1 132 830 615		
	Activité : 036001016-Programme National de Développement de la Mécanisation Agricole (PNDMA)	1 059 396 738		
	Activité : 036001017-Projet d'appui au développement de la filière anacarde et de l'entreprenariat agricole (PADEFA-ENA)	2 400 419 415		
	Activité : 036001019-Projet d'Appui au Développement Agricole et à l'Accès au Marché (PADAAM)	3 529 944 152		
	Activité : 036001023-Programme National de Développement des Plantations et des grandes Cultures (PND GC)	2 514 153 073		
	Activité : 036001024-Projet d'Appui au développement des Investissements Agricoles Productifs (PADIAP)	3 527 041 898		
	Activité : 036001025-Projet d'Urgence pour le Renforcement de la Résilience des Acteurs du Secteur Agricole - PUR-ZEDAGA	2 000 000 000		
	Activité : 036002001-Appui à la réalisation des infrastructures de mobilisation des eaux de surface et d'aménagement des bas-fonds	10 500 000		
	Activité : 036002002-Appui à la réalisation de grands périmètres irrigués dans les vallées et les bassins hydrographiques du Niger et du Mono	11 450 000		
	Activité : 036002004-Appui à la réalisation des infrastructures de désenclavement	4 500 000		
	Activité : 036002011-Mise en œuvre du programme de développement de l'irrigation	859 396 738		
	Activité : 036002014-Projet d'Appui à la Valorisation Durable et de Gestion Intégrée des Périmètres Hydro-Agricoles (PAVPHA)	777 904 681		
	Activité : 036002015-Projet de Développement Intégré des chaînes de Valeur Agricole au Bénin (PDI CVA)	1 756 289 434		

Programme budgétaire	Libellé de l'activité	Coût budgétisé	Budget total du programme budgétaire	Part des actions à sensibilité sociale
	Activité : 036002017-Programme National de Développement de la Filière Arboriculture Fruitière	767 981 430		
	Activité : 036002018-Programme National de Développement de la Filière Karité	567 981 430		
	Activité : 036002019-Projet de Développement des Infrastructures Agricoles et de Désenclavement dans la Basse et Moyenne Vallée de l'Ouémé - PDIAD BMVO	3 335 487 150		
	Activité : 036002020-Projet d'Aménagement Hydro-Agricole et d'Adaptation aux Changements Climatiques dans la Basse Vallée du Fleuve Mono - PAHAC BV	1 400 000 000		
	Activité : 036003004-Renforcement des OPA en matière de gestion de l'offre et de mise en marché des produits (marketing et stratégies commerciales, négociation)	94 018 423		
	Activité : 036003010-Fonds d'Appui au Développement des Communes, volet Agriculture (FADEC-Investissement)	1 524 245 921		
	Activité : 036003012-Projet d'Appui à la Croissance Economique Rurale (PACER)	2 171 825 584		
	Activité : 036003020-PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES PROTEINIQUE (PADEFIP)	1 828 894 982		
	Activité : 036003021-Projet d'Appui à la Compétitivité des Filières et à la Diversification des Exportations (PACOFIDE)	13 078 230 278		
	Activité : 036003022-Projet Régional d'Intégration des Marchés Agricoles (PRIMA)	2 342 288 025		
	Activité : 036003024-Projet de Développement des Services Agricoles (PDSA)	1 477 267 548		
	Activité : 011001019-Subvention aux intrants agricoles	9 000 000 000		
	<b>Activité : 011001014-Exonération fiscale (Exonérations sur produits de première nécessité)</b>	39 086 000 000		
<b>Programme : 037-Elevage</b>		<b>7 469 618 982</b>	<b>9 196 786 875</b>	<b>81,22</b>
	Activité : 037001001-Appui à la production, à la disponibilité, à l'utilisation et au stockage des semences animales	14 964 208		
	Activité : 037001002-Appui à la production et à la distribution des intrants animaux et produits vétérinaire	2 017 664		

Programme budgétaire	Libellé de l'activité	Coût budgétisé	Budget total du programme budgétaire	Part des actions à sensibilité sociale
	Activité : 037001008-Programme National de Développement des filières Viande, Lait et Œuf de table (PNDF VLO)	2 384 412 786		
	Activité : 037002006-Projet de Sédentarisation des Troupeaux de Ruminants au Bénin (ProSeR)	3 201 286 048		
	Activité : 037003014-Projet d'Appui au Développement des Filières Lait et Viande et à la Promotion des Entreprises d'Elevage (PRODEFILAV-PEL)	1 866 938 276		
<b>Programme : 038-Pêche et aquaculture</b>		<b>5 524 100 411</b>	<b>7 075 855 488</b>	<b>78,07</b>
	Activité : 038001001-Appui à l'accessibilité des semences et intrants halieutiques de qualité	57 893 848		
	Activité : 038001008-Programme National de Développement des Filières Aquaculture (PNDF-Aquaculture)	1 965 661 229		
	Activité : 038001011-Projet de promotion de l'aquaculture durable et de compétitivité des chaînes de valeur de la pêche (PROMAC)	3 480 385 334		
	Activité : 038003001-Appui à la mise en place des complexes de transformation des produits halieutiques	20 160 000		
<b>TOTAL AGRICULTURE, ELEVAGE ET PECHE</b>		<b>120 707 555 241</b>	<b>165 462 753 955</b>	<b>72,95</b>





## Dans les domaines du tourisme, de la culture et des arts

Programme budgétaire	Libellé de l'activité	Coût budgétisé	Budget total du programme budgétaire	Part des actions à sensibilité sociale
<b>TOURISME, CULTURE ET ARTS</b>				
Programme : 096-Pilotage et soutien aux services du MTCA		270 000 000	3 158 153 068	8,55
	Activité : 096003003-Appui aux Communes et aux initiatives touristiques et culturelles	270 000 000		
Programme : 093-Tourisme		38 185 444 000	38 514 105 318	99,15
	Activité : 093001004-Aménagement de stations balnéaires	37 102 444 000		
	Activité : 093001005-Aménagement des Sites Touristiques et de leurs Voies d'Accès	1 083 000 000		
Programme : 094-Culture et Arts		3 564 388 000	5 232 202 122	68,12
	Activité : 094001002-Modernisation des bibliothèques et centres de lecture publics	103 500 000		
	Activité : 094002003-Promotion des talents et renforcement des capacités dans le secteur de la culture (Classes culturelles)	1 809 888 000		
	Activité : 094003005-Protection et promotion des œuvres artistiques et littéraires	1 651 000 000		
<b>TOTAL TOURISME, CULTURE ET ARTS</b>		<b>42 019 832 000</b>	<b>46 904 460 508</b>	<b>89,59</b>



## Dans le secteur de la justice

Programme budgétaire	Libellé de l'activité	Coût budgétisé	Budget total du programme budgétaire	Part des actions à sensibilité sociale
<b>JUSTICE ET LEGISLATION</b>				
<b>Programme : 020-Services judiciaires</b>		<b>10 780 000 000</b>	<b>23 723 294 000</b>	<b>45,44</b>
	Activité : 020002002-Construction et équipement des juridictions, établissements pénitentiaires, CSEA et autres infrastructures judiciaires dans les juridictions	10 280 000 000		
	Activité : 020002007-Amélioration de l'accès aux services judiciaires	500 000 000		
<b>Programme : 021-Droits Humains</b>		<b>6 704 970 000</b>	<b>6 958 101 000</b>	<b>96,36</b>
	Centre de Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence de d'Agblangandan	49 380 000		
	Centre de Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence de Parakou	23 380 000		
	Centre de Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence de d'Aplahoué	23 380 000		
	Activité : 021003004-Protection et prise en charge des enfants en conflits avec la loi ou en danger moral	18 830 000		
	Activité : 011002004-Couvertures des indemnités de dédommagement	590 000 000		

Programme budgétaire	Libellé de l'activité	Coût budgétisé	Budget total du programme budgétaire	Part des actions à sensibilité sociale
	Activité : 011001004-Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) 5	6 000 000 000		
<b>Programme : 095-Système pénitentiaire</b>		<b>6 600 000 000</b>	<b>8 000 000 000</b>	<b>82,50</b>
	Activité : 095002001-Hygiène, santé et alimentation des détenus	5 600 000 000		
	Activité : 095002002-Modernisation du système Pénitentiaire	1 000 000 000		
<b>TOTAL JUSTICE</b>		<b>24 084 970 000</b>	<b>38 681 395 000</b>	<b>62,26</b>



## Au niveau de la sécurité publique et de la protection des biens

Programme budgétaire	Libellé de l'activité	Coût budgétisé	Budget total du programme budgétaire	Part des actions à sensibilité sociale
<b>SECURITE ET PROTECTIONS DES PERSONNES ET DE LEURS BIENS</b>				
<b>Programme : 080-Pilotage et soutien aux services du MISP</b>		<b>121 500 000</b>	<b>5 318 866 994</b>	<b>2,28</b>
	Activité : 080001041-Prévention de l'extrémisme violent	51 000 000		

Programme budgétaire	Libellé de l'activité	Coût budgétisé	Budget total du programme budgétaire	Part des actions à sensibilité sociale
	Activité : 080002051-Promotion du genre et gestion de l'environnement	24 500 000		
	Activité : 080002052-Développement du programme MST Tuberculose, Hépatites	10 000 000		
	Activité : 080003042-Gestion des affaires disciplinaires et contentieux et dialogue social	36 000 000		
<b>Programme : 081-Sécurité publique</b>		<b>1 351 770 000</b>	<b>60 440 649 516</b>	<b>2,24</b>
	Activité : 081001031-Amélioration des conditions de travail de la Police républicaine	1 209 770 000		
	Activité : 081002026-Protection et prise en charge du personnel de la Police républicaine	102 000 000		
	Activité : 081002027-Opérationnalisation de l'Office Central de Protection des Mineurs	40 000 000		
<b>Programme : 082-Protection civile</b>		<b>2 830 400 000</b>	<b>8 134 159 178</b>	<b>34,80</b>
	Activité : 082002026-Amélioration des conditions de travail du GNSP	95 000 000		
	Activité : 082002027-Acquisition d'équipements spécifiques de secours et d'incendie	58 000 000		
	Activité : 082002028-Construction et équipements des infrastructures de secours	2 677 400 000		
<b>Programme : 083-Affaires intérieures</b>		<b>41 500 000</b>	<b>332 842 132</b>	<b>12,47</b>
	Activité : 083001020-Appui à la déclaration et à l'enregistrement des faits d'état civil	28 500 000		
	Activité : 083003017-Renforcement des capacités du personnel et des acteurs des partis politiques	13 000 000		
<b>Programme : 084-Gestion intégrée des espaces frontaliers</b>		<b>2 000 000 000</b>	<b>2 035 980 180</b>	<b>98,23</b>
	Activité : 084004001-Gestion intégrée des espaces frontaliers	2 000 000 000		
<b>TOTAL SECURITE ET PROTECTIONS DES PERSONNES ET DE LEURS BIENS</b>		<b>6 345 170 000</b>	<b>76 262 498 000</b>	<b>8,32</b>



## Au niveau du ministère en charge de la défense nationale

Programme budgétaire	Libellé de l'activité	Coût budgétisé	Budget total du programme budgétaire	Part des actions à sensibilité sociale
<b>PROTECTION DU TERRITOIRE NATIONAL</b>				
Programme : 049-Protection du territoire national		1 216 293 000	72 168 624 001	1,69
	Activité : 049001001-Appui à la formation des enfants de troupe	860 505 000		
	Activité : 049001003-Participation aux compétitions sportives	15 000 000		
	Activité : 049006001-Appuis aux structures sanitaires	166 000 000		
	Activité : 049006002-fourniture de soins de santé	174 788 000		
<b>TOTAL PROTECTION DU TERRITOIRE NATIONAL</b>		<b>1 216 293 000</b>	<b>72 168 624 001</b>	<b>1,69</b>



## Au niveau de la présidence de la République

Programme budgétaire	Libellé de l'activité	Coût budgétisé	Budget total du programme budgétaire	Part des actions à sensibilité sociale
<b>PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</b>				
<b>Dotation Présidence de la République</b>		<b>4 511 220 000</b>	<b>40 993 496 000</b>	<b>11,00</b>
	CONSEIL DE L'ALIMENTATION ET DE LA NUTRITION (Transferts)	81 788 000		
	CONSEIL NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA, LA TUBERCULOSE ET PALUDISME (Transferts)	1 918 841 000		
	INSTITUT NATIONAL DE LA FEMME	760 689 000		
	CONSEIL NATIONAL DE L'EDUCATION	657 725 000		
	Activité : 010002020-Projet de Nutrition pour le Développement de la Petite Enfance	3 011 018 000		
<b>TOTAL PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</b>		<b>4 511 220 000</b>	<b>40 993 496 000</b>	<b>11,00</b>



